

CULTURE**La crise du marché de l'art**

La crise qui s'est abattue sur le marché de l'art depuis quelques années en fait voir de toutes les couleurs aux galeries. Entre 1988 et 1992, Montréal a perdu 38 % de ses 105 galeries. Stéphane Baillargeon raconte.

Page C-1

**Paris, me voici !**

Quelques écrivains québécois publient à Paris. D'autres, plus nombreux, sont coédités. Mais percer vraiment le marché de la Ville Lumière est difficile. Un reportage de Stéphane Baillargeon.

Page D-1

**Louise Laprade et Antigone**

Antigone, de Sophocle, prend l'affiche à la Nouvelle Compagnie Théâtrale, dans une mise en scène de Louise Laprade (ci-haut). Gilbert David l'a rencontrée.

Page C-8

CENTRE DE COMMERCE MONDIAL**L'opposition dénonce l'entêtement de la Ville**

Isabelle Paré

LES DÉBOIRES que connaît le Centre de commerce mondial étaient prévisibles depuis des lustres, mais la Ville a sciemment continué à engouffrer les deniers publics dans ce « fiasco », a commenté hier le chef de l'opposition à l'Hôtel de ville, Nick Auf der Maur.

« La Ville a investi sachant très bien que d'autres promoteurs privés refusaient de s'engager dans ce projet trop risqué. C'est un fiasco, une subvention cachée qui concurrence de façon déloyale les autres entreprises du même

Voir page A-4 : L'opposition

Des analyses confidentielles confirment les failles de l'entente de Charlottetown

Michel Venne

de notre bureau de Québec

DES ANALYSES confidentielles du gouvernement du Québec, dont *L'actualité* publie les grandes lignes dans sa plus récente édition, réduisent l'ampleur des gains obtenus par le Québec avec l'entente de Charlottetown.

Ces « centaines de pages de documents », rédigés en partie avant et en partie après la conclusion de l'entente par des hauts fonctionnaires, énumèrent également certains risques que

court le Québec.

Les textes sont durs pour plusieurs chapitres : l'entente ne comporte aucun véritable nouveau partage des pouvoirs; elle « menace malgré tout l'intégrité du territoire du Québec »; elle renforce à certains égards les pouvoirs fédéraux et confirme la présence fédérale dans les champs de compétence provinciale, notamment.

Les informations de *L'actualité* confirment celles publiées le 16 septembre par LE DEVOIR, selon lesquelles M. Bourassa a laissé tomber à la dernière heure, à la surprise de ses

interlocuteurs, certaines demandes importantes qu'il avait soutenues jusque-là.

À Baie-Comeau, vendredi dernier, M. Bourassa a admis qu'il « en était venu à la conclusion que si je demandais plus, il n'y aurait pas eu d'entente ».

Elles appuient les déclarations de la sous-ministre Diane Wilhelmy et du conseiller constitutionnel André Tremblay dans la conversation privée enregistrée clandestinement et dont les médias ont fait grand état. Mme Wilhelmy soutenait qu'il existe dans les classeurs du conseil exécutif des centaines de documents

qui expliquent par A plus B pourquoi M. Bourassa aurait dû rejeter l'entente.

L'éditeur de *L'actualité*, M. Jean Paré, n'en appelle pas moins ses lecteurs à voter OUI le 26 octobre. Pourquoi ? « Pourquoi pas », répond M. Paré en éditorial, bien que cette entente lui paraisse « imparfaite, incomplète, floue et médiocre ». Mais cet accord « brisera la dynamique de la pagaille, qui paralyse le pays tout entier et le fait vaciller aujourd'hui au bord de la crise économique et intellectuelle terminale ».

Voir page A-4 : Analyses



PHOTO CP

« C'est un pétard mouillé », a déclaré le premier ministre au sujet des analyses confidentielles publiées hier.

Bourassa garde le cap en dépit des tuiles et des sondages

Michel Venne

de notre bureau de Québec

DEUX SONDAGES le donnent perdant par au moins 16 points le 26 octobre et *L'actualité* publie un dossier embarrassant sur les dessous des négociations de Charlottetown, mais le premier ministre Robert Bourassa n'en soutient pas moins que le vent tourne en sa faveur.

Faisant campagne en terrain favorable pour une deuxième journée d'affilée, dans l'Ouest de l'île de Montréal hier, le chef du camp du OUI souligne en effet qu'il y a « certainement une remontée » pour son option dans les sondages.

Des revirements ont été vus ailleurs, fait-il valoir, mentionnant entre autres que le OUI l'emportait selon les sondages au Danemark, au référendum sur l'union européenne, mais que c'est le NON qui a gagné.

Le premier ministre a par ailleurs glissé habilement sur la dernière tuile à lui tomber sur la tête : la publication par *L'actualité* de dossiers confidentiels du gouvernement qui mettent en doute plusieurs gains présumés du Québec dans l'entente du

28 août.

« C'est un pétard mouillé », a-t-il déclaré en réaction à ce reportage, reprochant aux médias de fabriquer des bombes avec des témoignages anonymes au lieu de s'appuyer sur les témoignages publics d'experts reconnus, comme l'ex-juge Jules Deschênes, pour qui l'entente est bonne.

M. Bourassa souligne que plusieurs documents cités par *L'actualité* ont été rédigés en juillet, soit bien avant la conclusion de l'entente. Ces analyses sont désuètes, dit-il, et ne reconnaissent pas les changements intervenus entre l'entente du 7 juillet et celle du 28 août.

Il reconnaît toutefois que d'autres documents cités par le magazine datent du mois de septembre. Il n'a pas commenté leurs conclusions.

Le premier ministre constate que le chef péquiste Jacques Parizeau « s'est agité » à ce sujet en matinée. « Au lieu de s'agiter, a-t-il lancé comme un défi, qu'il accepte un autre débat télévisé où on pourra discuter de ces choses-là, mais aussi d'économie ».

Le réseau TVA a offert aux deux chefs de participer à un second débat.

Voir page A-4 : Bourassa

- La Cour déboute les femmes autochtones Page A-8
- Mulroney tente de réhabiliter Bourassa Page A-8
- La divulgation des analyses confidentielles conforte Jacques Parizeau Page A-9
- Peterson estime qu'Ottawa n'aurait pas dû tenir de référendum Page A-9

CLAUDE BEAUCHAMP

Homme politique ou homme d'affaires ?

Pierre Cayouette

IL EST BEAU, encore jeune, riche et en santé. Il pourrait vaquer sagement à ses affaires, se la couler douce dans son chic condo des Tropiques Nord. Et jouer plus souvent au tennis au club de l'Île-des-Soeurs.

Mais Claude Beauchamp préfère sillonner la province, le pays même, et défendre le Canada sur toutes les tribunes.

Mercredi midi, devant une poignée d'étudiants éparpillés dans un sinistre amphithéâtre de l'École des Hautes Études commerciales, il s'épuisait à vanter les vertus de Charlottetown, réfutant patiemment les arguments d'Yves Bérubé, son adversaire du jour.

Quelques heures plus tard, le président-fondateur du Regroupement Économie et Constitution reprenait la parole,

Il pourrait vaquer sagement à ses affaires, jouer plus souvent au tennis à l'Île des Soeurs, mais Claude Beauchamp préfère sillonner la province, le pays même, pour défendre le Canada. Pourquoi toute cette agitation ? Altruisme ? Patriotisme ? Ambition ? Vise-t-il la mairie de Montréal ? Vise-t-il encore plus haut ? Québec ? Ottawa ?

cette fois devant des gens d'affaires de Trois-Rivières.

La veille, il discutait sous les projecteurs du *Point*. Ainsi va sa vie. De Chambre de commerce en Chambre de commerce, d'Outaouais en Estrie, 70 heures par semaine. Au printemps dernier, quand Robert Bourassa refusait d'aller négocier à Ottawa, Claude Beauchamp, lui, s'y rendait régulièrement.

Pourquoi toute cette agitation ? Altruisme ? Patriotisme ? Ambition ? Vise-t-il la mairie de Montréal ? Vise-t-il encore plus haut ? Québec ? Ottawa ?

« Depuis six mois, plus personne ne me parle comme homme d'affaires. Plus personne ne m'offre de deal. Tout le monde me parle comme si j'étais un homme

Voir page A-4 : Beauchamp

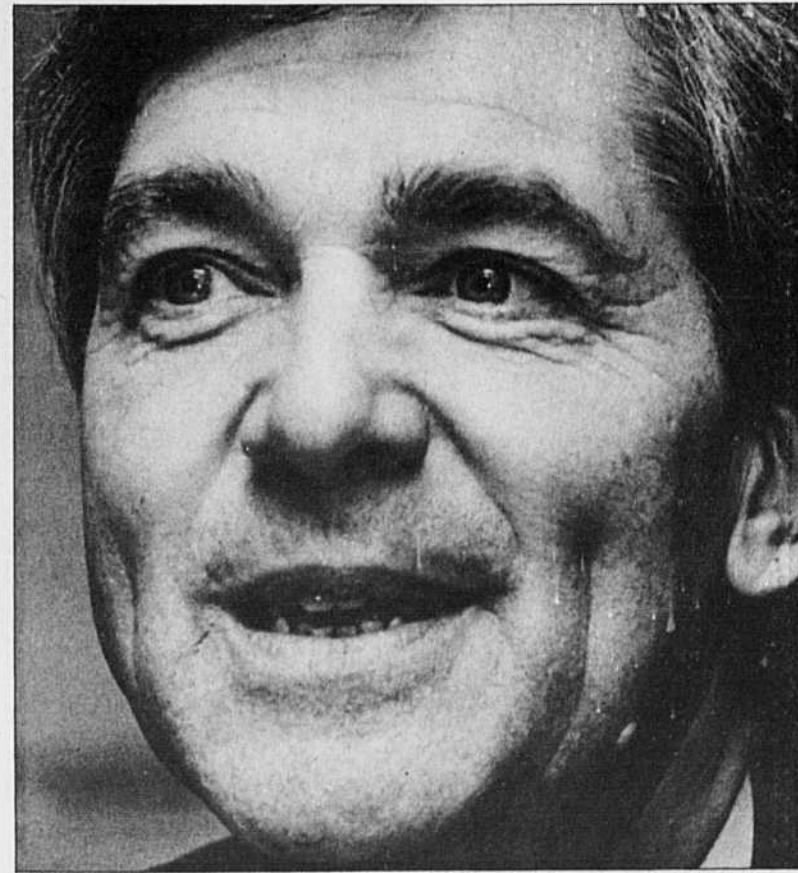


PHOTO JACQUES NADEAU

« Depuis six mois, plus personne ne me parle comme homme d'affaires. Plus personne ne m'offre de deal. Tout le monde me parle comme si j'étais un homme politique. »

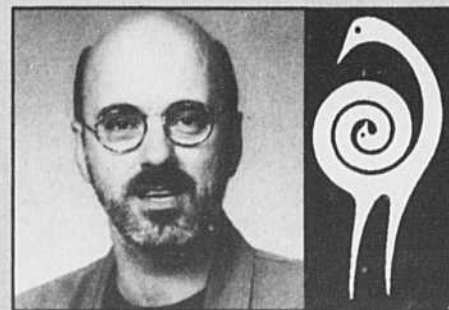
Un livre fécond pour mieux préparer le Québec de demain

Christian Dufour ♦ La Rupture tranquille

essai

Dans cet essai original et fécond, Christian Dufour traite des aspects psychologiques et affectifs de la rupture. Il insiste sur la richesse de la notion de société distincte dans laquelle il voit un outil efficace pour la solution de nos problèmes... Une réflexion stimulante qui explore tout un pan négligé du débat constitutionnel.

176 pages, 18,95\$

Boréal au rendez-vous de l'histoire



Pris entre deux mots

Un vendeur d'assurances des Maritimes, M. Rakesh Khosla, a pris hier une journée de congé pour manifester dans les rues d'Halifax et de Dartmouth son appui à l'accord de Charlottetown.

PHOTO PC

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

Analyses

Le reportage signale entre autres que, selon les rédacteurs de ces documents confidentiels :

- seule l'obtention d'un statut particulier réformant au gré du Québec le partage des pouvoirs pourrait justifier une diminution sensible de sa représentation au Sénat. En outre, le Sénat « égal » répudie de manière concrète la thèse des deux peuples fondateurs;
- les principes de la clause Canada concernant l'égalité des provinces et la reconnaissance d'un troisième ordre de gouvernement autochtone sont traduits concrètement dans l'entente, par le Sénat égal d'une part et le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale des autochtones d'autre part. La reconnaissance du Québec comme société distincte, pour sa part, « ne s'exprime pas aussi concrètement »;
- les propositions ne constituent d'aucune manière une réforme du partage des pouvoirs. Il s'agit plutôt d'une forme timide d'encadrement du pouvoir fédéral de dépenser dans ces secteurs;
- le mécanisme de négociation d'ententes sectorielles pour chacun des champs de compétence nommés dans l'accord mène à des négociations perpétuelles et dont les résultats n'ont pas de sécurité juridique à moyen et long terme;
- l'entente à être conclue sur le partage des pouvoirs en main-d'œuvre bénéficie d'une protection « facultative et temporaire », comme dans tous les autres secteurs. Si Ottawa s'engage à négocier un transfert de responsabilité dans les domaines de la culture, des télécommunications, de la main-d'œuvre, de l'immigration et du développement régional, il n'est soumis à aucune obligation de résultat, sinon pour la main-d'œuvre. En outre, un transfert de compétence n'est possible selon eux qu'en culture et en immigration, certain en main-d'œuvre mais pas du tout en télécommunications et en développement régional;
- les gains du Québec en matière de culture sont ténus et trompeurs; les provinces n'obtiennent rien de plus que le statu quo en développement régional;
- l'encadrement du pouvoir fédéral

de dépenser peut être dangereux car il se fera par entente, confirmant ainsi partout la présence fédérale; s'apparentant au fédéralisme dominant dénoncé par M. Bourassa;

- l'intégrité du territoire du Québec pourrait malgré tout être menacée dans la mesure où les tribunaux décideraient que le droit inhérent des autochtones à l'autonomie forme un droit ancestral, ce qui pourrait mettre en cause les traités existants et enrichir les prétentions territoriales pendantes de certaines nations autochtones;
- La création d'un troisième ordre de gouvernement autochtone morcellera les compétences législatives du Parlement et des Assemblées législatives provinciales, complexifiera grandement les relations intergouvernementales au Canada, augmentera les chevauchements et les dédoublements administratifs;
- l'aménagement, la gestion et l'exploitation du territoire seront plus difficiles. Une fois reconnus comme un troisième ordre de gouvernement, ils auront politiquement plus de moyens pour s'opposer à un projet de développement qu'ils jugeraient néfaste;
- pour le Québec, les négociations qui s'amorceront pour mettre en oeuvre les gouvernements autochtones et les quatre conférences constitutionnelles prévues pour ce faire vont monopoliser l'attention des gouvernements pour des années et réduiront les occasions pour le Québec d'obtenir d'autres modifications à la Constitution;
- la charte sociale fournira au gouvernement fédéral un argument politique et moral de poids en faveur du respect des normes nationales existantes en matière de santé. De plus, le texte de la charte sociale véhicule l'idée que les matières comme l'éducation, la santé, le travail, relèvent désormais des deux ordres de gouvernement et non du seul palier provincial.

Bourassa

bat. M. Bourassa a accepté l'invitation. Il présume que son adversaire va se défilé.

Le premier ministre a également attiré l'attention des journalistes sur une lettre adressée à M. Parizeau par les avocats de la sous-ministre Diane Wilhelmy, dans laquelle il est précisé que la conversation téléphonique qu'elle a tenue avec M. André Tremblay dans laquelle elle critique durement l'entente a eu lieu « avant qu'elle eut pris connaissance du rapport final du consensus de Charlottetown et, évidemment, des textes juridiques afférents ».

**À Verdun ce soir
Le rassemblement du camp du OUI n'aura pas l'envergure escomptée**

Chantal Hébert
de notre bureau d'Ottawa

LES DIFFICULTÉS du camp du OUI dans le reste du Canada et la lassitude des militants fédéralistes du Québec ont amené Ottawa et Québec à renoncer à tenir aujourd'hui à Montréal un spectacle politique à grand déploiement.

Pour redonner de l'élan au OUI au Québec en vue du dernier sprint de la campagne référendaire, le gouvernement fédéral avait même caressé le projet de mobiliser à Montréal aujourd'hui tous les autres premiers ministres provinciaux.

Cet événement politique qui aurait rivalisé en envergure avec celui qui s'était déroulé, sous l'égide du camp fédéraliste, au centre Paul-Sauvé

lors du référendum de 1980, aurait coïncidé avec le plus gros rallye orchestré par les forces du OUI au Québec dans le cadre de la campagne actuelle.

De 4000 à 6000 partisans du OUI sont en effet attendus à Verdun ce soir.

Jusqu'à la semaine dernière, l'hypothèse d'un rendez-vous médiatique des 11 premiers ministres circulait encore dans le camp du OUI.

Ce n'est qu'en milieu de semaine que les stratèges auraient complètement renoncé au projet pour lequel des organisateurs de l'extérieur avaient été mobilisés.

Mercredi encore, la feuille de route du premier ministre fédéral prévoyait d'ailleurs qu'il ferait campagne à Montréal jusqu'à dimanche

inclusivement.

Cependant, à la lumière des sondages, plusieurs premiers ministres auraient pu être embarrassés d'écarter les Québécois à voter OUI alors qu'à moins d'un virage inattendu, le NON l'emportera dans leurs propres provinces.

En plus, les grands partis fédéraux ont eu, au sujet de la soirée de ce soir, plusieurs démêlés relativement à la participation du chef libéral Jean Chrétien.

Finalement, la machine fédérale ne s'estimait pas capable de livrer au camp du OUI québécois les milliers de partisans requis pour remplir l'arène de Verdun. Les militants fédéraux du Québec, dit-on, sont fatigués parce que trop sollicités depuis trois semaines pour ce genre de service.

Ce soir, Robert Bourassa sera donc de nouveau la principale étoile référendaire du OUI à participer à l'événement de Verdun.

Ce midi, après une activité dans la région montréalaise, Brian Mulroney rentre dans la capitale fédérale, qu'il quittera demain à destination de Toronto.

Jean Chrétien, de son côté, fera campagne de façon autonome au Québec demain et lundi.

Tout indique que le camp du OUI ne tentera pas, d'ici le 26, de remettre sur les planches un spectacle à grand déploiement.

D'ici le 26 octobre, a déclaré le premier ministre Mulroney à Laval hier, il n'y aura pas de grosses surprises, pas de lapins qui vont sortir d'un chapeau.

Ces deux documents n'étaient pas encore publiés, le 27 août, date où la conversation a eu lieu. Mme Wilhelmy dit à son interlocuteur, cependant, qu'elle vient de recevoir, trois heures plus tôt, le texte non officiel.

M. Bourassa voit dans cette précision un aveu de la part de la sous-ministre qu'il y a bel et bien eu des améliorations aux textes depuis. La lettre adressée à M. Parizeau est loin d'être aussi explicite.

La lettre est une mise en demeure dans laquelle Mme Wilhelmy demande au chef de l'opposition de cesser d'utiliser son nom pour faire la promotion du NON. Le camp du NON cite en effet la sous-ministre dans ses documents pour dénigrer l'entente et inciter à son rejet.

Le premier ministre a soutenu que cette pratique de ses adversaires est « abusive et plutôt amoral » et demande à M. Parizeau de s'excuser.

Deux sondages publiés hier donnent encore le NON gagnant par au moins 16 points. L'un publié par le *Globe and Mail* donne le NON gagnant au Canada et dans cinq provinces. Le OUI l'emporte encore seulement en Ontario et dans les provinces maritimes. Au Québec, le OUI est en hausse à 32 %, mais il reste à 16 points derrière le NON.

Selon le sondage Léger et Léger publié par le *Journal de Montréal*, le NON l'emporte par 20 points (57-37), après une répartition des indécis. 86 % des répondants qui ont choisi le NON affirment que leur choix est définitif. Le OUI est en hausse de quatre points.

Le premier ministre s'accroche à la progression du OUI et affirme que des sondages internes donnent plutôt un écart qui oscille entre 10 et 12 points entre le OUI et le NON. Aujourd'hui, M. Bourassa avait soutenu qu'un écart supérieur à 10 points à ce stade-ci dans la campagne rendrait très difficile une victoire du OUI.

De passage aux locaux du camp du OUI sur la rue Paré dans l'ouest de Montréal, M. Bourassa a déclaré à ses troupes qu'il « sent que le vent tourne du bon côté » et annonce que « nous allons célébrer dans 10 jours ». Il leur a rappelé que l'enjeu de cette campagne était « un Québec plus fort dans un Canada plus solide ».

Le chef du OUI n'avait qu'une activité publique hier. Il a prononcé une conférence, le midi, devant les membres de la Chambre de commerce du West-Island et de Saint-Laurent. Il s'agissait de la troisième activité en terrain favorable en deux jours, après une conférence à Concordia et une soirée avec 1000 femmes pour le OUI, jeudi. Aujourd'hui, il poursuit sur la même lancée avec une seule activité à l'heure, un rassemblement partisan à l'aréna de Verdun. On attend 4000 personnes.

« Je suis confiant que ce qui est en jeu, c'est un pays plus prospère et plus uni », a-t-il déclaré en anglais à son auditoire. Il a insisté sur le fait qu'une victoire du NON est un pas vers la rupture de la fédération.

Beauchamp

politique. Va falloir que je décide rapidement ce que je fais », reconnaît Claude Beauchamp.

Entre-temps, les rumeurs s'amplifient.

Les partis le courtisent. Certains ouvertement, d'autres plus discrètement. Pierre Gagnier, le chef du Parti civique de Montréal, ne s'en cache pas. « Nous l'avons invité à titre de conférencier à notre assemblée générale en juin dernier. Il a fait une excellente impression. Nous lui avons offert le job. Il n'a pas fermé la porte », dit-il.

Claude Beauchamp se défend pourtant bien d'entretenir l'ambiguïté. « Je me consacre à plein temps, depuis 15 mois, au Regroupement Économie et Constitution. La mairie de Montréal ? Honnêtement, je ne sais pas. Tout le monde cherche des candidats. Ça ne court pas les rues des gens qui veulent faire de la politique. Les gens m'approchent, mais moi je ne cherche pas à faire une carrière politique », dit-il.

« Mais, rajoute-t-il, je n'irai pas en politique si je ne pense pas que je peux y jouer un rôle concret que d'autres ne peuvent pas jouer. Je n'attendrai pas d'entendre des voix. Je sais bien que je suis capable de gérer. Je sais communiquer avec le public ».

« J'ai certaines qualités qui me permettent de faire de la politique », dit-il simplement.

« Par contre, j'ai d'autres aspects qui se marient moins bien avec la vie publique. Je n'aime pas que les gens se mêlent de mes affaires personnelles et je n'aime pas les mondanités », ajoute-t-il.

Claude Beauchamp a beau garder

le secret. Quand il énumère les qualités nécessaires à la vie politique, il donne dans l'autoportrait.

« Si quelqu'un veut faire de la politique, il doit être indépendant à deux égards. D'abord indépendant de pensée, ce que je suis et j'ai toujours été. Il doit être aussi indépendant au plan personnel, soit en ayant une base électorale dont il est sûr, soit en n'ayant pas besoin de la politique pour survivre dans sa vie financière ».

En fait, qu'il soit candidat ou non du Parti civique ou du Parti libéral fédéral n'y change rien.

Depuis qu'il a fondé le Regroupement Économie et Constitution, en septembre 1991, Claude Beauchamp fait déjà de la politique. Il représente plus de 1500 hommes et femmes d'affaires fédéralistes et défend le OUI sans relâche.

Au printemps dernier, à l'époque où Robert Bourassa refusait d'aller négocier à Ottawa, Claude Beauchamp, lui, y était. Il a même proposé une formule de Sénat renouvelé. Le Sénat « gonflable », a caricaturé la presse.

« Les négociations sur le Sénat étaient dans l'impasse. On était pris avec le Sénat équitable et égal. Je me suis dit qu'en faisant preuve d'imagination, on pouvait en sortir. Alors j'ai proposé le Sénat avec vote qualifié. La formule n'avait pas été étudiée publiquement. C'était un compromis intelligent qui n'a pas été retenu mais qui a aidé les négociateurs », raconte-t-il.

Claude Beauchamp fera-t-il le grand saut ? Ses amis divergent. Michel Lord, éditeur de la revue *Commerce*, son grand ami et partenaire de tennis, en doute. « Je ne suis pas sûr qu'il veuille entrer en politique à son âge (53 ans). Vous en connaissez des gens de 50 ans et plus qui se lancent en politique ? », demande-t-il.

Marcel Pépín, aujourd'hui vice-président de la radio française de Radio-Canada, y a bien connu lorsqu'il était éditeur en chef du *Soleil*, de Québec, où Claude Beauchamp a œuvré de 1974 à 1980 à titre de rédacteur en chef et d'éditeur-adjoint. Il l'estime prêt à entreprendre une carrière politique. « Je ne sais pas s'il va le faire. Chose certaine, il est extraordinairement bien préparé à le faire si tel est son choix », dit-il.

Pépín le décrit comme un homme d'action, un « doer », un homme « qui fait les choses avec méthode ».

« Quand il s'est intéressé à la chose constitutionnelle, il a pris le temps qu'il fallait pour étudier ses dossiers », rappelle M. Pépín.

« Il connaît très bien les finances publiques. Il parcourt un budget et en saisit le sens avec une vitesse extraordinaire ».

Le président du Conseil du patronat du Québec (CPQ), M. Ghislain Dufour, fréquente Claude Beauchamp régulièrement. Encore plus depuis le début de la campagne référendaire.

« Il n'a jamais été question, entre lui et moi, qu'il soit candidat d'un parti politique. Mais il a les qualités pour le faire. C'est un excellent vulgarisateur, un homme pragmatique. Il a fait une seule erreur dans sa carrière. Il a voté OUI en 1980 », dit M. Dufour.

Mais d'autres qui ont bien connu Claude Beauchamp émettent, privé, des réserves.

« C'est un gars qui a les capacités intellectuelles et financières pour faire une carrière en politique. Mais il a deux défauts majeurs qui l'empêcheront de réussir. Il est timide et intransigent. Il aurait de la difficulté avec l'aspect populiste de la vie politique. Je le vois mal dans un sous-sol d'église. C'est un pragmatique. Un gars très discipliné qui tolère mal d'être contredit », opine un ex-collègue journaliste.

« C'est un homme avant tout intéressé par les résultats. Il est très inconfortable dans les questions de sémantique. C'est un homme qui aime avoir une prise directe sur la réalité. Je le vois mal en politique », renchérit un journaliste financier.

Si, un jour, les journalistes québécois empruntent aux Américains cette manie de chercher la bavure dans le passé des hommes politiques, ils devront se creuser la tête.

La vie de Claude Beauchamp ressemble à un parcours sans faute. « Presque trop beau pour être vrai », dit un ex-collègue. Il se veut un modèle plus-que-parfait de « constance » et de « rigueur », deux mots qui reviennent d'ailleurs constamment dans ses propos.

Diplômé en droit à l'Université de Montréal, Claude Beauchamp a entrepris très tôt une carrière de

journaliste. D'abord aux *Affaires*, en 1963, puis à *La Presse*. Il y a créé, de 1971 à 1974, la première véritable section économique dans un quotidien québécois. « En ce sens, il a été un pionnier, un défricheur », estime Marcel Pépín.

Au milieu des années 60, quand il allait de soi pour les journalistes de s'éclater et de « brûler la chandelle », Claude Beauchamp faisait bande à part. Homme de famille, intéressé par la chose économique, c'était un yuppie avant l'heure.

« Mes amis passaient leur temps à parler de politique. Je leur disais 'vous faites rien. C'est pas ça qui va développer les gens'. Il faut faire des choses », se souvient-il.

D'ailleurs, il s'est toujours éloigné des idéologies dominantes. « Au plus fort des années 60, quand l'idéologie dominante était socialiste, pour l'universalité des programmes sociaux, j'écrivais qu'il n'était pas nécessaire de donner de l'argent à ceux qui n'en ont pas besoin ».

De 1974 à 1980, Claude Beauchamp a été rédacteur en chef du *Soleil*. En mai 1980, lors du référendum sur la souveraineté-association, l'équipe éditoriale avait choisi « la neutralité » après de longues délibérations.

En 1980, Claude Beauchamp est revenu à Montréal « pour bâtir une véritable presse d'affaires ». Il est devenu copropriétaire de l'hédo *Les Affaires* et administrateur du Groupe transcontinental, malgré des mises en garde de ses amis. Ce fut un succès immense.

Il n'y oeuvre plus depuis deux ans. « J'ai fait ce que j'avais à y faire. J'ai décidé de passer à autre chose », explique-t-il.

« À tous les sept ou huit ans, je réoriente ma carrière vers de nouveaux défis », confie-t-il.

On saura, au lendemain du référendum, quel sera son prochain défi.

L'opposition

genre », a tranché hier M. Auf Der Maur.

L'annonce faite jeudi par la Ville d'un projet d'emprunt à long terme de 86 millions \$ pour maintenir la participation de ses sociétés paramunicipales dans le Centre de commerce mondial a soulevé l'ire de l'opposition.

Selon le Parti civique, la Ville s'est mise la corde au cou en rachetant les parts du premier promoteur, la société Capitec. Et ce, au moment où le taux d'occupation du bâtiment frise les 70 %.

Selon M. Auf Der Maur, le coût de construction du Centre de commerce mondial a atteint près de 500 \$ du pied carré, alors que celui d'autres tours à bureaux, comme IBM-Marathon ou le 1000 de la Gauchetière, oscille autour de 250 \$.

« La Ville ne peut d'aucune façon rentrer dans son argent. Le prix au pied carré est beaucoup trop cher. Tout cela va coûter une fortune au public », fustige le porte-parole de l'opposition.

Du côté de la Ville, on défendait hier haut et fort la viabilité du projet. Le responsable des dossiers économiques à la Ville, M. John Gardiner, a de plus nié que la vocation internationale du centre soit menacée à l'heure actuelle par les stratégies de location développées par la Caisse de dépôt et de placement du Québec, comme l'indiquait hier au DEVOIR l'ex-promoteur du projet.

Selon ce promoteur, la Caisse tenterait d'attirer, en dépit de la mission du Centre, toute sorte de locataires

n'ayant pas d'activités commerciales pour rentabiliser à tout prix son investissement.

« Nous ne laisserons pas la vocation du Centre être changée. Mais pour l'instant, ce n'est pas du tout ce qui se produit », a soutenu M. Gardiner.

Principal partenaire dans le Centre de commerce mondial, la Caisse de dépôt et de placement du Québec détient 45 % des parts, les sociétés paramunicipales en possèdent 37,5 % et la compagnie d'assurances Canada-Vie, 17,5 %.

Par ailleurs, la part des sociétés paramunicipales dans le projet s'est rapidement élevée de 25 % à 37,5 % depuis 1987, augmentant de moitié. Et ce, même si ces dernières n'étaient nullement obligées de racheter les parts du promoteur initial, sauf lors de son retrait total du projet en avril 1992.

À ce moment, le promoteur disposait d'une clause obligeant les autres partenaires, la Ville et Canada-Vie, à racheter ses parts de 7,5 % pour la somme de 7 millions \$.

Mais avant, à plusieurs reprises et jusqu'en décembre 90, la Ville a continué à racheter les parts de la société Capitec, et ce, même si le marché locatif commercial montrait déjà des signes évidents d'essoufflement.

« Pour nous, c'était essentiel de soutenir le promoteur qui avait lancé le projet. Nous nous étions engagés et les rachats ont été faits en fonction des coûts de construction. Nous croyons à la présence d'un centre mondial pour Montréal », a trouvé à répondre M. Gardiner.

Les chefs autochtones ne peuvent se prononcer sur l'entente

NORTH VANCOUVER (PC) — La conférence des chefs autochtones a pris fin dans la colère et la confusion hier soir, lorsque le débat s'est enlisé dans les méandres de la procédure, empêchant ainsi les participants de se prononcer sur l'accord de Charlottetown.

En principe, les assises de trois jours de l'Assemblée des premières Nations devaient se terminer par un scrutin permettant aux Amérindiens de se prononcer collectivement sur l'entente.

Au moment du vote cependant, on s'est rendu compte qu'il n'y avait plus quorum à l'assemblée.

Les organisateurs ont donc statué que le vote ne pouvait avoir lieu, provoquant la colère et l'incrédulité parmi les nombreux chefs venus de toutes les parties du pays pour assister à la cérémonie de signature.

« C'est totalement ridicule et absolument insultant », a lancé le chef Bill Wilson de la Colombie-Britannique au sortir de la réunion tenue à huis clos.

Le porte-parole Bob Milling de l'Assemblée des premières Nations a expliqué que les organisateurs du scrutin comptaient moins que la moitié des 430 délégués dans la salle hier après-midi.

20 points d'avance pour le NON au Québec

OTTAWA (PC) — L'entente constitutionnelle du 28 août est en passe d'être massivement rejetée dans l'ensemble du pays, selon un sondage *Angus Reid—Le Soleil* réalisé au début de la semaine. Le NON a maintenant dix points d'avance (50 contre 40), alors que seulement 9 % des Canadiens restent indécis. Et la victoire du OUI n'est plus assurée que dans les trois plus petites provinces de l'Est du pays.

Au Québec, la marge est de 20 points alors que 55 pour cent des personnes interrogées et jusqu'à 65 % des francophones se disent prêts à répondre NON à la question référendaire. Trente-cinq pour cent des Québécois disent OUI et 10 % demeurent indécis.

L'écart en faveur du NON a augmenté partout au pays, en particulier dans l'Ouest. Le NON a désor-

★ ★ ★ ★ ★

RÉDACTEURS EN CHEF

Le samedi à 18 h

Animée par Francine Pelletier, une émission qui réunit, chaque semaine, journalistes, politologues et diplomates des cinq continents pour un tour d'horizon des grands événements dans le monde.

Diffusé au Canada, aux États-Unis, en Amérique latine et dans les Caraïbes, c'est un débat sur l'actualité. À TV5, câble 15*.

Produit par Larry Shapiro — Les Affaires Mondiales en collaboration avec TV5.

LA TÉLÉVISION INTERNATIONALE

Peut varier. Consultez votre câblodistributeur.

TOUT UN DÉBAT !